

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 11/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS SEDEMD**

La Cau et Les Coutals  
12510 DRUELLE BALSAC

Références : n° 2022/CARMIN-107

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement SAS SEDEMD implanté à La Cau et Les Coutals 12510 DRUELLE BALSAC. L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SEDEMD
- La Cau et Les Coutals 12510 DRUELLE BALSAC
- Code AIOT dans GUN : 0006802473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière à ciel ouvert de calcaire située aux lieux-dits « La Cau et Les Coutals » sur le territoire de la commune de Druelle-Balsac, est autorisée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral n° 2016-25-2 du 21 juin 2016.

La carrière était en activité le jour de l'inspection.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance de la qualité de l'air
- Gestion des déchets inertes extérieurs
- Pollution accidentelle des eaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article Art.PE 3.1	/	Sans objet
Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article Art.PE 3.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 12/04/2022, article Art.5	/	Sans objet
Principe de gestion	AP Complémentaire du 12/04/2022, article Art.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements réalisés et/ou en cours (APC n° 12.2022.03.04.00006 mise à jour du plan de surveillance des retombées de poussières - modernisation d'une partie des installations- réhabilitation de l'atelier - recyclage des inertes extérieurs) représentent une amélioration notable. L'inspection des installations classées note de bonnes conditions de stockages des produits potentiellement polluants, la présence d'une aire étanche, et un conséquent désencombrement de l'atelier avec l'évacuation de matériels réformés et de déchets (cf. VI du 16/12/2020).

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Protection de la ressource en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article Art.PE 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution accidentelle des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement, le stationnement prolongé (hors pelle hydraulique) et l'entretien des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier de la carrière, équipé d'un sol bétonné et entouré d'un seuil.
<b>Constats :</b> Le ravitaillement l'entretien et le stationnement des engins sont réalisés dans l'atelier, sur un géotextile absorbant d'hydrocarbures et lit de sable.  Des travaux d'aménagement de l'atelier, notamment avec la pose d'une dalle étanche en remplacement du géotextile sont projetés (PAC n°12.2022.03.04.00006 du 14/04/22).  Le stationnement de la pelle est réalisé sur une aire étanche sous un hangar à l'écart des circulations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Protection de la ressource en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article Art.PE 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution accidentelle des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut-être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
<b>Constats :</b> Les lubrifiants, huiles et autres produits potentiellement polluants sont stockés sur rétention à l'abri des intempéries dans l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/04/2022, article Art.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de la qualité de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières pour les activités autorisées par le présent arrêté. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement . Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées.
<b>Constats :</b> Une surveillance de la qualité de l'air qui compte 5 points de mesure est réalisée sur site, avec la méthode d'analyse des retombées de poussières selon le principe des jauges OWEN : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 station témoin (n° 5 type A)</li><li>- 1 station habitation (n° 4 type B)</li><li>- 3 stations limite site (n° 1 - 2 et 3 type C)</li></ul> Les campagnes de mesures durent 30 jours et sont réalisées tous les 3 mois. Le bilan 2021 sur 4 campagnes montre un respect de la valeur fixée à 500mg/m2/jour, pour les jauges 1, 3, 4, 5. La station n° 2 (limite nord site) située au centre d'un bosquet et d'une zone agricole, dépasse la valeur, y compris en période où la carrière n'est pas active, à contrario des jauges n° 1, 3, 4, 5 qui affichent une valeur proche de 0 sur la même période. Cette situation exceptionnelle fait l'objet d'une analyse (positionnement, éléments extérieurs...).
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport, les justificatifs des mesures correctives prises concernant le dysfonctionnement constaté sur la jauge n° 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Principe de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/04/2022, article Art.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éléments recyclables issus des matériaux inertes extérieurs sont triés, stockés et traités sur la plateforme de transit de la carrière qui présente une superficie totale de 110 000 m². Une installation de concassage et de criblage mobile présente sur site, est utilisée pour mener les campagnes de recyclage (entre 1 et 2 semaines). Les produits élaborés sont commercialisés sur le site en tant que produits finis.
<b>Constats :</b> Les éléments recyclables issus des matériaux inertes extérieurs sont triés et stockés sur la plateforme de transit dédiée dans l'attente d'une campagne de recyclage (unité mobile).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet